

IRG POUR LES PENSIONS LÉGÈREMENT SUPÉRIEURES À 20 000 DA

Erreur de calcul et barème à revoir

En 2008 — ainsi que nous l'avions indiqué dans ces colonnes —, l'IRG pour les retraités a été supprimé dans un premier temps pour les bénéficiaires d'une pension dont le montant mensuel était inférieur à 10 000 DA, puis dans un second temps pour ceux dont le montant mensuel était inférieur à 20 000 DA, et ce, à la grande satisfaction des retraités concernés dont c'était une revendication depuis plusieurs années.

Or, lors de l'application de cette dernière disposition, le barème mis en place par la direction générale des impôts semble avoir injustement lésé les retraités dont le montant de la pension de retraite est légèrement supérieur à 20 000 DA. C'est ce que viennent de nous signaler deux lecteurs du *Soir d'Algérie*. Pour M. Moussa Chtatha, «cette discrimination du seuil de l'exonération de l'IRG plafonnée à 20 000 DA : au-delà de ce montant les pensions sont soumises à l'IRG à un taux très élevé de plus de 12%, ce qui pénalise grandement les retraités qui du coup se retrouvent avec des retraites inférieures à celles de leurs collègues. Cette catégorie demande plus d'explications convaincantes du barè-

me de l'IRG». Pour M. Nadji Abdesslem, proviseur en retraite, «les pensions de retraite de 20 000 DA, et moins, sont exonérées de l'IRG. Le calcul de l'IRG des pensions se situant au-dessus de 20 000 DA est calculé sur la somme globale de la pension, alors que logiquement, elle doit être calculée sur la somme qui est au-dessus de 20 000 DA. Je vous demande des éclaircissements sur ce barème qui va à l'encontre du bon sens».

Pour rappel, la loi de finances 2008 avait introduit un nouveau barème de l'IRG applicable aux retraités. Son application était intervenue lors du paiement de l'échéance du mois de février 2008 avec effet rétroactif (à compter du mois de janvier 2008).

La révision du barème d'IRG avait consisté à relever le seuil du revenu non imposable de 60 000 à 12 000 DA par année ; à réduire le nombre de tranches de revenus imposable de 5 à 3 et baisser le taux marginal supérieur de 40 à 35% ; et à supprimer le traitement fiscal basé sur la situation familiale du contribuable. Plus récemment, en juillet 2008, lors de la présentation en Conseil des ministres du projet d'ordonnance portant loi de finances complémentaire pour 2008, une disposition relative à la baisse de l'IRG avait été adoptée : elle avait été publiée au *Journal officiel* n°42 du 27 juillet 2008. En voici le contenu : «Article 3. Les dispositions du paragraphe «d» de l'article 68 du code des impôts directs et taxes assi-

milées sont modifiées et rédigées comme suit : «Art. 68. Sont affranchis de l'impôt : d) les travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non voyants ou sourds-muets dont les salaires ou les pensions sont inférieures à vingt mille dinars (20 000 DA), ainsi que les travailleurs retraités dont les pensions de retraite du régime général sont inférieures à ce montant.»

Pour en savoir plus, nous recommandons aux lecteurs concernés — tous ceux qui ont une pension dont le montant est légèrement supérieur à 20 000 DA —, d'écrire à l'adresse Internet suivante, mise à la disposition des contribuables par la direction générale des impôts : **<contact_DGI@mf.gov.dz >**.

LSR

POINT DE VUE

«La commission nationale de recours n'est pas souveraine»

Si bien entendu vous acceptez de m'accorder l'hospitalité de vos colonnes, j'aimerais poser deux questions aux décideurs en matière des retraites dites du régime général.

1°- La CNR a-t-elle pour mission d'appliquer les lois votées par l'APN, donc celles de la République ou alors est-elle investie du pouvoir de légiférer à sa manière ? J'en veux pour preuve la décision prise par la CNR en violation de l'article 19 de la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, demandant à ses services de procéder à l'ouverture des droits à la retraite non pas à partir de la date du 60^e anniversaire du demandeur comme expressément énoncé dans l'article suscit, mais à partir de la date de dépôt du dossier, donc de la demande.

2°- La seconde question a trait aux commissions de recours instituées par la loi 83-15 du 2 juillet 1983 relative aux contentieux en matière de sécurité sociale. Ces deux commissions (de wilaya et nationale) ont-elles un réel pouvoir de décision ou sont-elles sous tutelle du directeur de l'agence CNR pour la première et du directeur général pour la seconde ? Ces commissions qui ne statuent jamais dans le délai réglemen-

taire d'un mois déboutent systématiquement le demandeur au bout d'une attente minimale de huit à dix mois avec la formule passe-partout «de rejet conformément à la réglementation en vigueur», en prenant toujours le soin de ne pas préciser de quelle réglementation il s'agit et encore moins de l'article qui le motive. Et comme nos vieux retraités méconnaissent pour la plupart leurs droits, le tour est ainsi joué. Je viens pour ma part d'avoir la preuve irréfutable que la commission nationale de recours, statuant en dernier ressort, n'est pas souveraine dans la mesure où les résultats de ses délibérations sont soumis à un accord préalable de la tutelle, d'où une attente supplémentaire de deux à trois mois, m'a-t-on affirmé. En conclusion, cela revient à dire que le retraité qui se sent lésé et qui viendrait à introduire un recours doit attendre près de deux années pour connaître le sort réservé à sa demande. Si la réponse est négative — et c'est le cas pour la plupart des recours —, il ne reste plus au demandeur qu'à engager la fameuse procédure judiciaire qui à son tour durera des années. En attendant et dans l'intervalle, le pauvre retraité aura soit abandonné soit rendu l'âme.

PS : Faute d'argument pouvant justifier son rejet, la commission invoque le fait que je disposais d'une autre source de revenus entre l'année 2003 date de mon 60^e anniversaire et la date de dépôt en 2007 de ma demande (affiliation Casnos). Soit ; mais alors pourquoi a-t-on procédé à la liquidation de ma retraite à compter de février 2007 sachant que j'ai toujours un revenu en tant que non salarié et que je n'ai pas atteint la limite d'âge de 65 ans. Le seul motif valable de rejet que j'aurais accepté sans mot dire est celui prévu par l'article 74 de la loi 83-15. Or, il ne me semble pas avoir dépassé le délai de 5 (cinq) années pouvant me débouter pour prescription. J'ajouterai enfin que tous les responsables de la CNR auxquels j'ai posé la question suivante : «Si j'avais déposé mon dossier en 2003 que se serait-il passé ?». Réponse : «Vous auriez bénéficié normalement de votre pension.»

Je ne ferai aucun autre commentaire, laissant le soin à ceux qui décident de la sorte de faire montre d'un esprit de justice en appliquant seulement la loi et rien que celle-ci. Pour le reste, je laisse chacun avec sa conscience.

Hocine Khemici

Courrier des lecteurs

Complément aux réponses publiées
dans «Le Soir Retraite»
du 1^{er} avril 2009

Le retraité âgé de 61 ans et ayant déjà 30 ans de travail continuera, certes, de cotiser, mais pour des prunes, car son entreprise aurait dû le libérer à 60 ans. Son pourcentage sera, en tout cas, de $30 \times 2,5 = 75\%$. L'autre correspondant, né en octobre 59, ne sera retraité «proportionnel» (à condition de justifier 20 ans de travail) qu'à partir d'octobre 2009. Le contact avec le service pensions de l'agence CNR est nécessaire pour vérifications des conditions.

Amicales salutations, un (déjà) retraité (blasé)

Déclaration des travailleurs salariés

Ayant travaillé 4 années dans une entreprise privée, comment savoir si l'employeur a payé les cotisations ? S'il n'a pas payé, comment faire pour faire valoir mes droits surtout que le gérant a changé ?

RÉPONSE : Sur vos fiches de paye doit obligatoirement figurer le montant des cotisations de Sécurité sociale, prélevé chaque mois sur votre salaire. Pour vérifier si votre employeur vous a déclaré à la Sécurité sociale, vous devez vous présenter à l'agence Cnas de la wilaya où vous travaillez, muni de votre carte de Sécurité sociale, vos fiches de paye et le n° employeur.

Cumul de pensions CNR et Casnos

Retraité depuis août 2006 à l'âge de 62 ans, régime CNR avec une somme de 10 000 DA, nombre d'années cotisées 23 et demie, j'arrive à l'âge de 65 ans. Je voulais déposer le dossier Casnos avec 8 ans de cotisations : quelle serait la réponse de la caisse si je veux que la Casnos me paye ? La somme que la caisse Casnos me donne va automatique-

ment être réduite de la pension CNR. Je pense que j'ai en tout 31 ans et demie. Pourquoi ne pas prendre en considération le nombre d'années ?

RÉPONSE : Vos 23 ans et demie de cotisation au titre du régime des salariés ne vous ont pas permis d'avoir une pension complète à hauteur de 80% de la moyenne des salaires des 5 dernières années d'activité, par conséquent vous avez bénéficié du montant minimum légal comme pension de retraite. Ce bénéfice du montant minimum est supprimé si vous faites valoir vos droits au titre de la Casnos qui de toutes les façons ne pourrait vous attribuer qu'une allocation de retraite (8 années de cotisation). Par ailleurs, les années de cotisation CNR et Casnos ne s'additionnent pas, car les calculs des pensions de retraite de ces deux régimes ne sont pas les mêmes.

Rachat d'années de cotisation
et enfants à charge

Je suis fonctionnaire depuis 1988 et j'ai 47 ans. J'avais pris une mise en disponibilité de 4 années (1999-2003) pour élever un enfant en bas âge. Je suis toujours en activité et je voudrais prendre ma retraite anticipée. Mes questions sont les suivantes : est-ce que je pourrais acheter les 4 années qui manquent pour avoir 25 ans en 2013 ? Peut-on bénéficier d'une année pour chaque enfant (j'en ai trois) ? Veuillez me signaler d'autres alternatives.

RÉPONSE : L'âge légal pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite est fixé à 55 ans pour la femme travailleuse. Elle peut bénéficier d'une réduction d'âge d'un an par enfant et dans la limite de 3 années, à condition d'avoir élevé un ou plusieurs enfants, pendant au moins 9 ans. Par conséquent vous pourrez bénéficier d'une retraite à l'âge légal à partir de 52 ans. Pour béné-

ficier d'une retraite sans condition d'âge, il faut totaliser un minimum de 32 années de travail et d'assurance. Pour bénéficier d'une retraite proportionnelle, la femme travailleuse doit au moins avoir 45 ans et 15 ans de durée de travail (50 ans pour l'homme et 20 années de durée de travail).

Pour ce qui est de la retraite anticipée, elle ne s'applique qu'aux salariés du secteur économique susceptibles de perdre leur emploi de façon involontaire, pour raison économique et dans le cadre soit d'une compression d'effectif, soit d'une cessation légale de l'activité de l'employeur : ce qui n'est pas votre cas. Quant au droit au rachat d'années de cotisation (par le salarié et l'employeur), il ne s'applique que dans le cas de départ à l'âge légal de la retraite et que si le demandeur n'a pas cumulé à ce âge-là un nombre suffisant d'années de travail pour bénéficier d'une retraite, ce qui, là aussi, n'est pas votre cas.

Certificat d'activité dans l'armée

Pour compléter mon dossier de retraite, je viens très respectueusement par la présente vous demander de bien vouloir me renseigner sur la façon de me procurer un certificat de travail ayant trait à la période où j'étais militaire actif. En effet, en 1970, j'ai quitté les rangs de l'ANP involontairement après y avoir passé trois années (Bouzaréah et Oran). Malheureusement, j'ai égaré tous mes papiers relatifs à cette période à l'exception d'une carte de groupage sanguin délivrée par l'ECM d'El-Harrach. Pour cela, je vous serais reconnaissant de m'indiquer la voie à suivre pour me procurer ce document.

Rabah Benouali, Sougueur (Tiaet)

RÉPONSE : Il faut vous adresser aux services des personnels de l'ANP des régions militaires où vous aviez été affecté ou à la direction centrale des personnels du ministère de la Défense nationale.